

Questions orales

● (1430)

LES INVESTISSEMENTS JAPONAIS AU CANADA

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre du Commerce international. Pourquoi n'essaie-t-il pas de conclure avec les Japonais, qui contrôlent plus de 20 p. 100 de notre marché, une entente similaire à celle que Renault et AMC ont conclue à propos d'une usine à Brampton qui représentera 750 millions d'investissements et créera directement 1,800 nouveaux emplois, plutôt que 350, et 4,200 autres dans les secteurs annexes de l'acier et d'autres produits. Pourquoi le ministre n'est-il pas aussi dur avec les Japonais qu'il l'est avec nous? A-t-il essayé de vendre à Tokyo une machine à laver fabriquée au Canada?

L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je ne vais pas embaucher le député comme vendeur. C'est la dernière chose que je ferais. Qu'il sache, tout d'abord, que Rome n'a pas été construite en un jour et deuxièmement que American Motors était déjà là.

Je voudrais rappeler au député que Ford et les autres sociétés automobiles canadiennes se sont dites satisfaites des quotas fixés. Leur jugement me paraît plus fiable que celui du député. Je suis heureux qu'il soit satisfait des résultats obtenus par le ministre du MEIR à propos de l'usine de Brampton. Je voudrais vous dire, monsieur le Président, que AMC était déjà implantée au Canada. En ce qui concerne les Japonais, nous avons maintenant un accord avec Honda, en Ontario, et nous avons une usine de roues en Colombie-Britannique. Les Japonais utilisent plus de pièces canadiennes, notamment des pneus Michelin de Nouvelle-Écosse. Nous faisons donc des progrès.

Il est exact que les Japonais ont un marché très fermé, mais c'est un marché qui s'ouvre . . .

M. Crosbie: Règlement.

M. Regan: . . . et nous avons l'occasion d'augmenter nos ventes chaque fois qu'il s'ouvre un peu plus. Je pense que les choses évoluent bien et qu'en même temps nous préservons les intérêts des travailleurs canadiens dans le secteur automobile en leur donnant un certain niveau de protection.

L'INCIDENCE DES IMPORTATIONS D'AUTOMOBILES SUR L'EMPLOI

M. Derek Blackburn (Brant): J'ai une dernière question supplémentaire, monsieur le Président. Le ministre a failli à sa tâche depuis quatre ans. Il n'a rien réalisé.

M. Nystrom: C'est l'homme de rien.

M. Blackburn: Quand le ministre va-t-il demander aux Japonais qu'ils nous redonnent les 20,000 emplois qu'ils nous ont pris dans le secteur de l'automobile et des pièces? C'est ce que je voulais lui demander.

L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, que le député n'oublie pas que ce gouvernement a renversé la vapeur au point que 25,000 travailleurs canadiens de l'automobile ont été rappelés au travail l'année dernière.

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Ce secteur est tombé à la renverse.

M. Nielsen: Il a les quatre fers en l'air.

Des voix: Bravo!

M. Regan: Voilà tout d'abord ce que j'ai à répondre au député. Ensuite, je l'inviterais au cours de l'été prochain à essayer de comprendre les rouages du commerce international. Étant donné que nous exportons beaucoup plus que nous n'importons, nous serions mal avisés de chercher auprès de chaque pays à récupérer les emplois qu'il a pu nous faire perdre. Le nombre d'emplois que nous créons grâce à nos exportations est bien supérieur à celui que nos importations nous coûtent.

* * *

LES JEUX OLYMPIQUES

LES JEUX D'HIVER DE CALGARY—LA CONTRIBUTION DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PARIS SPORTIFS

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Santé et du Sport amateur. Je voudrais savoir ce qui va arriver aux Jeux olympiques de Calgary. Au départ, le gouvernement avait dit au Comité olympique international qu'il garantirait le financement des Jeux olympiques de Calgary, mais il a dit plus tard que le financement dépendrait des recettes tirées des paris sportifs. Étant donné que, selon toute apparence, les paris sportifs engloutiront de l'argent au lieu d'en faire, le ministre peut-il dire à la Chambre quelles conséquences cela aura sur les Jeux olympiques de Calgary?

[Français]

L'hon. Jacques Olivier (ministre d'État (Santé et Sport amateur)): Monsieur le Président, il est bien clair que nous avons été l'un des premiers gouvernements à appuyer l'idée que Calgary devienne l'hôte des Jeux olympiques de 1988. Nous avons été le premier gouvernement à s'engager publiquement pour une somme de 200 millions de dollars au profit des Jeux olympiques de Calgary, et avec les gens de cette ville, nous nous sommes engagés à ce que les Jeux olympiques de 1988 soient une réussite sur les plans international et national. Et ce que je ne comprends pas, c'est que des gens qui viennent de Calgary, qui viennent de l'Ouest tentent de détruire une source de revenus et veulent absolument qu'aucun gouvernement sur le plan national ne vienne en aide aux Jeux olympiques de Calgary! Je ne peux pas comprendre cela. Tout ce que je comprends, c'est que c'est de la «petite politique» de journaux que l'on fait, de la «petite politique» contre Calgary et contre les gens de l'Ouest.